

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

• Espagne

UN TREMPLIN VERS LE MARCHÉ COMMUN

Le gouvernement des
monopoles espagnols semble
décidé à mettre les bouchées

doubles pour accélérer le
processus de «normalisation»
des institutions du
pays, afin de s'ouvrir les
portes du Marché commun.

Ce dernier week-end, il a
pris en ce sens toute une
série de décisions qui confir-
ment cette volonté de
faire vite :

— Le rétablissement des
assemblées populaires des
provinces basques de Bis-
caye et du Guipuzcoa. Ce
pourrait être le prélude à la
restauration des «privileges
traditionnels» (essentielle-
ment fiscaux) de ces provin-
ces. Ces privilèges avaient
été supprimés par Franco
pour punir ces provinces de
leur engagement massif aux
côtés des troupes républicai-
nes pendant la Guerre civile.

— La reconnaissance for-
melle du droit de grève,
jusqu'ici, officiellement in-
terdit. Ceci n'empêchait pas
d'ailleurs l'Espagne de déte-
nir toutes ces dernières an-
nées, le record des pays
européens en matières
d'«heures de travail perdues
pour fait de grève». Désor-
mais les travailleurs se voient
reconnaître ce droit et celui
de s'organiser en «comités
de grève». Mais assorti
toutefois de la restriction de
l'obligation de fixer un pré-
avis dont le délai n'a pas en-
core été rendu public.

La classe ouvrière ne
manquera pas, dans ses lut-
tes, de refuser cette restric-
tion. Comme le font les cin-
quante mille travailleurs de
la province d'Alava qui sont
en grève ces jours-ci pour
commémorer la mort des 6
travailleurs assassinés il y a
un an à Vitoria, lors de
heurts avec la police.

— Des mesures d'amnistie
en faveur des prisonniers po-
litiques seront annoncées au
cours de la semaine. Elles
seront certainement «sélec-
tives», le gouvernement
Suarez se souciant fort peu
de remettre en liberté des
militants révolutionnaires. Il
aura pourtant à compter
avec les exigences des peuples
d'Espagne qui intensifient
les manifestations de rue,
bravant la garde civile, pour
imposer l'exigence d'une
mesure d'amnistie générale.

Enfin 15 partis politiques
ont été légalisés ce week-end
la plupart d'influence régio-
nale.

(SUITE P.2)

• Palestine occupée

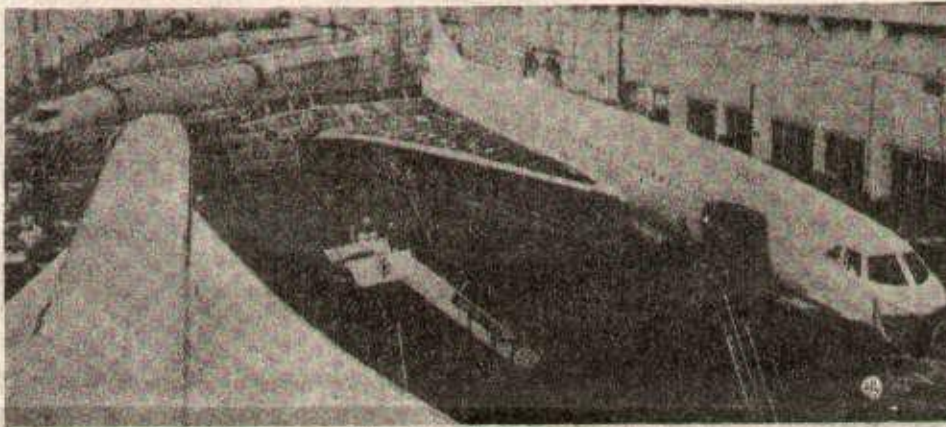
Les lycéens soutiennent les détenus en grève

Des lycéens ont manifes-
té lundi, à Ramallah, pour
la deuxième journée consé-
cutive, en signe de solidarité
avec les détenus palesti-
niens de la prison d'Achke-
lon, qui font depuis 12 jours
la grève de la faim.

La police a fait usage de
gaz lacrymogènes pour dis-
perser les manifestants, qui
ont jeté des pierres contre
des voitures d'Israéliens, bri-
sant des glaces. Quatre ma-
festants ont été arrêtés.

Concorde

LE TON MONTE ENTRE WASHINGTON ET PARIS



C'est bientôt que
l'on connaîtra la décision
officielle américaine concer-
nant l'atterrissage à New-
York du supersonique fran-
co-britannique «Concorde». D'ores et déjà, il semble que
cette réponse sera négative.
C'est ce qu'aurait affirmé
dernièrement Carter à Gis-
card d'Estaing.

L'autorisation d'atterris-
sage à New-York, qui est le
principal nœud des commu-
nications internationales, est
la dernière possibilité de
survie du supersonique. Son
interdiction marquerait la
mainmise quasi totale de
l'impérialisme US sur l'in-
dustrie aéronautique civile
occidentale.

Déjà les mono-
poles de l'aéronautique US
fournissent plus de 90 % des
avions aux compagnies occi-
dentales. En boycottant
«Concorde», ils acquerraient
la quasi totalité du marché.

En autorisant l'atterris-
sage du supersonique, ils per-
mettraient au contraire à
leurs concurrents européens
de marquer des points et de
renforcer leurs positions,
«Concorde» étant le pre-
mier avion supersonique.
Conformément à la logique
de la rivalité entre les mono-
poles capitalistes, il est donc
normal qu'ils cherchent à
éliminer leurs concurrents, à
obtenir le monopole du
marché.

Editorial

Défense de Concorde... ou des travailleurs ?

Hier encore Marchais et d'autres parlaient
en guerre contre Giscard et le gouvernement
taxés de pro-américains. Aujourd'hui une délé-
gation du Comité central du PCF se retrouve
côte à côte avec une délégation du gouverne-
ment à l'ambassade des États-Unis pour exiger
que le Concorde puisse atterrir à New-York. A
la télévision un dirigeant du PCF annonce que
si le Concorde ne reçoit pas d'autorisation, ils
se chargeront de faire de même en France à
l'égard des avions américains. Des représen-
tants du pouvoir enchaînent et laissent enten-
dre qu'il faudra prendre des mesures en cas de
réponse négative.

De fait l'administration du port de New-
York vient de surseoir à sa décision pour ne
pas troubler l'atmosphère des entretiens avec
Callaghan (premier ministre britannique) qui
rend visite à Carter ces jours prochains ? C'est
en tout cas ce que suggèrent les commenta-
teurs de la presse américaine.

Mais quelles que soient les raisons du report
de la décision probablement négative de toute
façon, ce brusque accès de fièvre «nationalis-
te» dans tous les milieux de la bourgeoisie
française, à l'unisson à «gauche» et à «droite»
mérite que les travailleurs conscients en
tirent quelques leçons.

1 — L'affaire du Concorde vient confirmer,
pour ceux qui n'en sont pas encore convaincus
que la guerre économique fait rage entre im-
périalistes. Après l'affaire des centrales nu-
cléaires au Pakistan, l'affaire du Concorde,
derrière le «prétexte écologique», c'est la
volonté américaine d'étouffer l'industrie euro-
péenne. Les pressions et les menaces des su-
perpuissances sur l'Europe sont bien une réali-
té.

2 — La prétendue défense de l'indépendan-
ce nationale au nom de la défense du Concorde
n'est qu'un mensonge grossier. Les gens du
pouvoir et ceux du Programme commun ne
tremblent que pour les profits qu'ils font,
pour les uns et qu'ils convoitent, pour les au-
tres. La meilleure preuve c'est qu'ils s'entend-
ent encore pour protester contre la décision
de la CEE de ne pas livrer les 70 000 tonnes
de beurre à l'URSS (le ministre de l'Agricul-
ture a expliqué hier qu'on n'avait pas le
choix). Dans ce cas, on est prêt à faire un
cadeau au social-impérialisme.

Le point commun avec le Concorde, c'est la
préservation du profit car une vente de beurre
à prix réduit en Europe même risquerait de
provoquer un effondrement du marché. L'in-
dépendance nationale n'a pas grand chose à
voir là-dedans.

3 — La lutte pour l'emploi n'a rien à voir
avec la vente du Concorde. La crise capitaliste
n'est pas liée à tel ou tel marché ; aux USA
même il y a près de 10 millions de chômeurs.
Le chômage est une plaie du capitalisme,
depuis qu'il existe. Quelle que soit la «santé»
des entreprises, nous devons refuser les licen-
ciements, exiger du travail pour tous et non
prendre parti dans la concurrence capitaliste.

4 — Les travailleurs de notre pays sont
attachés à la notion d'indépendance nationale
et sont vigilants à juste titre. Mais ceux qui
par ailleurs, parlent de détente, font conces-
sion sur concession aux superpuissances, et
surtout à Brejnev ce nouvel Hitler, ne cher-
chent qu'à détourner ces justes sentiments
populaires au profit d'une politique réaction-
naire en vue de justifier le chômage et les
licenciements.

ATTENTION

Le répondeur fonctionne
à nouveau
son numéro est
désormais : 202 18 29



le monde en marche

• Strasbourg-Colmar

MARCHE ANTINUCLEAIRE

4 000 personnes à Colmar, dix mille à Strasbourg, cette vaste mobilisation a témoigné de l'ampleur du mouvement populaire contre l'installation de centrales nucléaires sans que les conditions de sécurité soient réunies.

«Non à la centrale nucléaire de Gerstheim Erstein ! Non à la mise en service de Fessenheim !» étaient les deux mots d'ordre centraux à Strasbourg, ainsi que «La terre aux paysans, pas au nucléaire». Cela n'a malgré tout pas été suffisant pour faire reculer EDF et le pouvoir qui ont fait «diverger» dès dimanche soir les réacteurs 1 et 2 de Fessenheim. Cette centrale nucléaire serait la première centrale à eau pressurisée de 900 mégawatts à entrer en fonctionnement alors que la technique est loin d'en être maîtrisée. Cette décision apparaît donc comme une véritable provocation.

8 MARS : JOURNEE INTERNATIONALE DES FEMMES

C'est à l'occasion de cette journée que 5 000 femmes sont descendues dans la rue et ont manifesté samedi à l'appel de la coordination parisienne des groupes de femmes de quartiers, d'entreprises, de lycées et de facultés. «Face à l'actuelle démagogie électorale à l'égard des femmes, indique un communiqué, nous avons témoigné des luttes que nous menons dans nos lieux de travail, nos quartiers, contre la double journée des femmes travailleuses, pour le droit à l'avortement et à la contraception pour toutes, contre les agressions et la violence dont les femmes font l'objet.»

MANIFESTATIONS DES HANDICAPES

Plusieurs centaines d'handicapés ont manifesté place de la Madeleine contre la journée nationale de «quête» et la loi d'orientation. Refusant l'aumône publique et la mendicité, ils affirmaient notamment «Gardez vos sous, luttiez avec nous».

Le lendemain, ils étaient sur les marchés pour expliquer le sens de leur lutte et dénoncer la loi d'orientation qui vise à renforcer le ghetto dans lequel la société veut les enfermer. Ils ont rappelé également comment à travers la rentabilité à tout prix, les cadences, les conditions de vie, c'était cette même société capitaliste qui s'avérait responsable de la plupart des handicapés.

LES BALLETS DE CHANGHAI
DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
du 1er au 16 avril 1977
au Théâtre des Champs Élysées
Tous les soirs à 20 H 30

(sauf le jeudi, le dimanche 3 avril et le lundi 11 avril 1977)

matinée à 17 H

La compagnie des ballets de Changhai a mis en scène de nombreux spectacles dont «La fille aux cheveux blancs».

PROGRAMME 1

La fille aux cheveux blancs

Les 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 12, 13 avril 1977

PROGRAMME 2

Actes choisis du ballet révolutionnaire

La fille aux cheveux blancs

et musiques folkloriques

Les 5, 10, 11, 15 et 16 avril 1977

Location avant chaque spectacle au Théâtre des Champs Élysées de 11 à 18 heures.

Location par téléphone - Tél : 225 44 36 de 12 à 18 heures.

Les comités d'entreprise prennent des places à tarif réduit pour les spectacles. Cela s'est produit pour le cirque de Changhai. Pourquoi les camarades dans les syndicats n'essaieraient-ils pas d'en réclamer pour ce spectacle ?

CLAUDE ANTONINI chante à la «Vieille Grille»
1, rue du Puits de l'ermite
du 9 au 22 mars (sauf lundi) à 22 heures
Elle chante entre autres des poèmes de

NAZIM HIKMET
MAHMOUD DARWICHE
BERTOLD BRECHT
PABLO NERUDA

• URSS

Chantages et menaces

Dans une interview accordée à l'agence Tass, le 21 février dernier, le maréchal soviétique V. I. Chvikov s'est vanté de ce que «les forces balistiques soviétiques étaient équipées de missiles téléguidés pouvant porter des têtes nucléaires de forte puissance et infliger des coups destructifs à tout agresseur où qu'il se trouve».

Une fois n'est pas coutume, la presse a fait preuve d'une belle franchise en étalant ces jours-ci de manière très publique les ambitions expansionnistes de l'URSS.

Le ministre soviétique de la Défense Oustinov a reconnu dans le No 3 de la revue «Komunist» qu'il existe aujourd'hui dans le monde une «course aux armements irrépressible» et que «développer le potentiel de défense soviétique et accroître la capacité de combat des forces armées soviétiques est aujourd'hui comme hier, une nécessité objective».

Dans un article publié le 23 février, le chef d'État-major général des forces armées soviétiques Ogarnov déclarait : «L'arsenal de

l'URSS comporte toutes sortes d'armes ultra-modernes et d'équipements de combat de premier ordre... La course aux armements reste la rigoureuse réalité de notre temps... il ne faut pas sousestimer le danger de guerre... et la «détente», alors ?!

Toutes ces déclarations bellicistes ont pour but d'étouffer les protestations de plus en plus nombreuses qui s'élèvent contre l'effort de guerre soviétique et de présenter celui-ci comme purement défensif. Mais elles ne peuvent s'opposer aux faits patents qui démontrent que dans nombre de domaines, l'URSS s'est déjà assurée une supériorité militaire sur le bloc occidental et fait tout pour l'emporter dans tous les domaines afin de dicter sa loi au monde entier.

Le fait que cette situation soit de plus en plus fréquemment abordée et débattue dans la presse des pays occidentaux irrite le Kremlin qui attache une grande importance à ce que la prochaine conférence de Belgrade sanctionne sa politique officielle de «déten-



Au cours de la récente visite en Yougoslavie, Brejnev a tenu à planter un «arbre de la paix». Mais la paix sociale-impérialiste ne portera jamais de bons fruits pour les peuples qui la refusent de plus en plus nettement.

te» en lui laissant ainsi les mains libres pour accélérer

ses préparatifs de guerre. Mais sous la pression des peuples dont la vigilance grandit, les pays occidentaux se montrent moins enthousiastes pour poursuivre la politique de financement, par des prêts très avantageux, de l'effort de guerre soviétique, politique qui vise à nourrir et ménager le tigre qui veut les dévorer.

C'est pourquoi les maréchaux soviétiques grondent et menacent, en faisant étalage de leur puissance militaire. En agissant ainsi, ils ne font que se démasquer un peu plus.

Manifestations à Soweto

Environ 5 000 écoliers et adultes Noirs brandissant le poing et scandant des slogans à la gloire du «Pouvoir Noir» ont assisté, dimanche, aux obsèques à Soweto de Samuel Malinga, 45 ans, mort en détention à Edendale (Natal) après avoir été arrêté le 31 janvier dernier en vertu des lois sur la répression du «terrorisme».

La police qui avait posté des piquets de surveillance à proximité du cimetière d'Avallon (Soweto) où se déroulaient les funérailles de Malinga, est intervenue pour confisquer les pancartes brandies par les manifestants et qui attaquaient en termes non équivoques les méthodes de la police accusée de torture et d'assassinat.

Une grenade lacrymogène a été lancée en direction de la manifestation étendue sur une longueur de 3 kilomètres, mais on ne signale ni victime ni arrestation au cours de cette manifestation, la première de cette nature depuis plusieurs mois.

• Le Caire

Au cours de la réunion d'ouverture du sommet afro-arabe, le président Sadate a annoncé que l'Égypte donnait une subvention d'un million de dollars aux mouvements de libération africains présents à la conférence. Il s'agit de la SWAPO (Namibie), le Front patriotique du Zimbabwe, le Front de libération de la côte des Somalie, du Mouvement de libération de Djibouti et de l'ANC et du PAC pour l'Azanie.

D'autre part, l'Arabie saoudite a décidé d'accorder un don d'un milliard de dollars aux pays d'Afrique pour aider leur développement économique, a déclaré Saoud Al Fayçal, ministre des Affaires étrangères.

Le président Houa Kouo-feng a envoyé, au nom de la République populaire de Chine, un message de félicitation aux participants de la conférence du Caire.

• Thaïlande

Les forces populaires thaïlandaises ont attaqué récemment dans la province de Petehaburi un camp d'entraînement de parachutistes des forces fantoches de Bangkok. Le communiqué militaire des forces populaires fait état de 28 soldats fascistes tués et de nombreux blessés.

• Italie

A la suite des manifestations de samedi à l'appel du Comité de coordination étudiant pour protester contre la condamnation sans aucune preuve d'un étudiant italien, Fabrizio Panzieri, à 9 ans de prison pour avoir soi-disant tué un fasciste grec, l'université de Rome qui compte 160 000 étudiants a été fermée et occupée par la police.

Une nouvelle grande manifestation est prévue pour cette semaine.

• G. Bretagne

Les 3 000 ouilleurs de la British Leyland qui sont en grève depuis 15 jours pour obtenir des augmentations de salaire ont décidé de poursuivre leur grève. Face à la trahison des directions syndicales qui, la main dans la main avec les patrons, jouent l'argument du chômage technique pour les sous-traitants, les ouvriers de l'usine automobile anglaise ont décidé d'exiger des négociations directes entre le patronat et leurs propres délégués.

• Zimbabwe

Des centaines de mercenaires venant pour la plupart des USA ont été récemment recrutés par le régime raciste minoritaire de Salisbury pour réprimer le peuple zimbabwe. Le régime de Ian Smith entretient actuellement plus de 1 200 mercenaires dont 400 américains.

Espagne

Suite de la p. 1.
Pour faire bonne mesure, les «cercles José Antonio», phalangistes notoires, ont vu leur activité consacrée officiellement dans ce train de mesures. Le ministre de l'Agriculture a également annoncé que «par souci d'apaisement», il acceptait de recevoir une délégation des paysans qui manifestent à travers tout le pays depuis une semaine.

La bourgeoisie monopoliste espagnole entend ainsi accélérer le processus qui vise à faire passer sa dictature sur la classe ouvrière et les peuples d'Espagne de la forme terroriste ouverte à une forme plus camouflée, proche de celle des autres pays occidentaux. Ce phénomène n'est pas sans importance pour l'avenir des luttes révolutionnaires de la classe ouvrière et des autres travailleurs. C'est leur combat héroïque qui, essentiellement, l'a imposé, tout comme un jour, il renversera totalement le système de l'exploitation capitaliste pour faire naître une Espagne républicaine et socialiste.

Concorde le ton monte entre Washington et Paris

Du côté français et anglais, on a multiplié les déclarations de protestation et les mises en garde à l'égard des USA. Au fil des heures, les déclarations se multiplient et l'on envisage la possibilité de représailles contre une interdiction, certains allant même jusqu'à parler de la possibilité d'un retrait de l'Alliance Atlantique.

Cette affaire est révélatrice des contradictions existant entre la superpuissance

américaine et les pays capitalistes européens. Elles s'étaient déjà manifestées avec force dernièrement dans le domaine de l'industrie nucléaire.

Il est clair que les capitalistes veulent faire payer aux travailleurs le prix de cette concurrence acharnée. Déjà on parle de l'éventualité de plusieurs milliers de licenciements dans l'industrie aéronautique civile.

L'ensemble de la bourgeoisie, du gouvernement au PCF, voudrait entrainer les travailleurs derrière le drapeau de «Concorde», au nom de l'intérêt général. Mais les travailleurs n'ont pas à soutenir la volonté de leurs exploiters de réaliser plus de profits, de les épauler dans leur concurrence avec des capitalistes plus puissants. La seule chose qu'ils aient à défendre, ce sont leurs intérêts et notamment leur droit au travail.

Au rectorat d'Orléans

Lutte contre la répression

Le 27 janvier, une section syndicale SGEN-CFDT est créée au rectorat d'Or-

léans. Le lendemain, le chef de la division informatique convoque l'un des

employés contractuels, lequel travaillait depuis un an et demi dans ce service, et l'informe qu'il demande le jour même son licenciement, lui reprochant d'être à l'origine de la création de la section ! Le recteur obtient du ministre le licenciement de ce militant.

Une délégation du SGEN se rend au ministère pour faire part de l'indignation soulevée par cette atteinte flagrante au droit syndical et exiger la réintégration de ce camarade; la réponse du ministère tombe : il n'est pas licencié pour fait syndical (bien sûr !) ni pour faute professionnelle, mais parce qu'il n'a plus «le profil de l'emploi» (sans doute ce profil s'est-il modifié depuis la création de la section !)

Depuis, les entraves au droit syndical se multiplient au rectorat : difficultés pour obtenir un panneau d'affichage et une

salle de réunion, menaces de faire intervenir la police et de «faire emballer» (!) toutes les personnes réunies dans la cafétéria du rectorat pour y recevoir une information sur ce licenciement, pressions et chantage envers les gens connus pour leur appartenance ou leur sympathie au SGEN-CFDT

Des pétitions circulent et la majeure partie des personnels du rectorat affirme sa solidarité en les signant. Il faut cependant noter que la FEN (et son syndicat des agents universitaires) refuse de se solidariser et de se prononcer officiellement contre ce cas de répression syndicale (elle avait eu la même attitude lors d'une précédente affaire de répression à Vendôme). Les travailleurs ne s'y sont pas trompés et ont interpellé le secrétaire départemental de la FEN lors d'un meeting «unitaire» sur l'emploi ! Celui-ci a refusé de répondre ! Il fut alors copieusement hué et dut quitter l'estrade... Une fois de plus la FEN démontre qu'elle reste l'alliée objective du pouvoir et de son administration !

Mercredi dernier, le SGEN-CFDT a tenu sa permanence dans la rue, devant le rectorat, de midi à 18 heures ; ses militants ont distribué tracts et textes de pétition. Une animation réalisée par une troupe de comédiens amateurs sur le thème «Il n'a plus le profil de l'emploi» a clos cette journée au cours de laquelle, de plus en plus nombreux, les employés du rectorat, et à leur côté, les membres du SGEN et les travailleurs des sections d'entreprise venus en nombre de toute l'agglomération, ont affirmé leur soutien et leur détermination de continuer le combat.

Correspondant HR.

• Marseille

Un aveu d'impuissance de la direction CGT

A la section CGT de l'hôpital Timone à Marseille, il se passe des choses intéressantes. Vendredi dernier, une quinzaine de syndiqués ont participé à une réunion. L'ordre du jour était sur le papier, affiché la veille seulement. De fait nous avons discuté de tout sauf de l'ordre du jour (textes de préparation au congrès de l'Assistance publique de Marseille-APM), la majorité des syndiqués n'ayant d'ailleurs pas eu les textes !

De la bouche des responsables syndicaux locaux, tout fonctionne mal dans le syndicat : seulement une centaine de cartes cette année au lieu de 450 l'année dernière. Où sont passés les autres syndiqués ? se demande-t-on.

Mais qu'a fait la CGT de l'hôpital ces derniers mois pour en arriver là ? Elle brise les luttes, endort les travailleurs, ne respecte pas la démocratie syndicale et pratique la collaboration de classe.

Elle a brisé la lutte de la SODEXHO (entreprise privée de nourriture pour l'APM). Le retard dans les rappels était tel que certains atteignaient plusieurs années. La

CFDT a lancé à ce propos une offensive soutenue par les travailleurs de toutes les catégories. Et la CGT ? Absente ! Ces derniers jours, la CFDT avec le Mouvement des femmes a lancé une action d'envergure pour sensibiliser les travailleuses sur le procès du MLAC à Aix. La CGT a refusé de s'y associer.

Nous sommes plusieurs à avoir dénoncé, vendredi, à la réunion : les décisions qui se prennent dans les couloirs entre délégués à toute vitesse ; le fait qu'aucune réunion ou assemblée générale syndicale n'ait eu lieu depuis des mois, d'où impossibilité de s'exprimer ; le manque d'information syndicale ; le manque de combativité de la section.

Pour la direction CGT, le responsable de tous nos maux, c'est le gouvernement en place. Remplaçons-le par un gouvernement de «gauche» et tout ira bien ! Mais nous avons l'ancien directeur de la Timone qui était au PCF et les revendications des travailleurs n'ont pas été satisfaites pour autant...

Correspondant HR (extraits)

Communiqué

On peut trouver le quotidien dans toutes les bibliothèques des gares de la banlieue (77-78-91-92-93-94-95) : points de vente se trouvant dans les gares (SNCF, RER et métro) et dans toutes les bibliothèques des gares de Paris.

Un négrier condamné à Aix

Le tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence a condamné lundi le directeur technique d'une entreprise de concassage de Peyrolles (Bouches-du-Rhône) pour trafic clandestin de travailleurs étrangers.

M. Jean Paul Bernard, 43 ans, a été condamné à 6 mois de prison avec sursis et 10 000 F d'amende. L'enquête avait établi que les travailleurs recrutés à l'étranger et notamment en Turquie par cette entreprise étaient logés dans des taudis, et travaillaient beaucoup plus de 8 heures par jour dans des conditions difficiles, et pour des salaires de misère.

L'affaire avait été évoquée le 21 février dernier. Le syndicat CFDT, et l'association de solidarité des travailleurs immigrés qui s'étaient constitués partie civile ont obtenu chacun 6 000 F de dommages et intérêts.

La campagne anti-Sardou se poursuit dans le midi

La campagne contre le brailleur nazi Sardou se poursuit et se développe dans le Midi.

A Nîmes où Sardou passait lundi soir, un tract le dénonçant comme fasciste et raciste a été distribué par un «collectif anti-Sardou».

Dans la région d'Aix où il doit passer mardi, ses affiches ont été lacérées et recouvertes de croix gammées.

En Avignon enfin, un rassemblement de protestation aura lieu à 21 heures près de l'endroit où doit se dérouler le spectacle.

Liberté pour Ramgoolam

La Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI) demande la mise en liberté immédiate et la régularisation de la situation de M. Ramgoolam, porte-parole des travailleurs mauriciens, arrêté le 3 mars à la préfecture de Nanterre. La FASTI qui dénonce «toute atteinte à la liberté des immigrés de s'exprimer et de se défendre» réaffirme «le droit au travail de tous les immigrés que le patronat a fait venir et dont le gouvernement a couvert la pseudo-clandestinité».

Municipales

Meeting à Angers

Un comité des travailleurs révolutionnaires s'est créé à Angers, à propos des municipales. Regroupant les organisations marxistes-léninistes de la ville, le comité a pour axes de lutte :

- contre la crise et le chômage.
- contre les clans de droite et de gauche.
- pour faire entendre le point de vue de la classe ouvrière.

Le comité appelle à un
MEETING,
JEUDI 10 MARS A 20h30
A LA MAISON POUR TOUS (LA ROSERAIE)
ANGERS

Par ailleurs le comité a décidé d'intervenir dans les meetings électoraux de la «droite» et de la «gauche».



Rectificatif

C'est par erreur que nous avons annoncé dans l'édition datée du 8/3 que la CFDT Santé-social du 92 soutenait la lutte pour la réintégration des 3 moniteurs de Malakoff (Le PCF licencié). En fait la CFDT n'a encore pris aucune position officielle sur le sujet.

Les communistes marxistes-léninistes de «L'Humanité rouge» appellent à une réunion-débat sur les élections : «Que proposent les marxistes-léninistes» le mercredi 9 mars à 20 H 30, 23, bd des frères Godchot - Marseille - Saint-Pierre (près de l'hôpital la Timone).



L'Humanité Rouge

Les trois mondes (7)

LE SECOND MONDE UNE REALITE OBJECTIVE

Il y a des gens qui retardent toujours d'un mètre et qui après avoir lu l'ouvrage de Lénine sur «l'impérialisme, stade suprême du capitalisme» n'en retiennent que les particularités du monde en 1916 et non pas les enseignements fondamentaux. Parlant de l'essence de l'impérialisme (sa nature essentielle) qui «est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie» ils ne voient pas qu'aujourd'hui ce ne sont pas 5 ou 6 grandes puissances qui rivalisent pour la domination du monde, mais bien deux supergrands. Bien sûr, une puissance impérialiste tend toujours par nature à la domination, mais dissenter longuement sur l'impérialisme en général ne mène à rien si l'on n'examine pas concrètement le rapport des forces entre les différentes puissances impérialistes.

ce domaine, met les bouchées doubles depuis sa transformation en pays impérialiste et surtout en direction des pays du Comecon en Europe de l'Est, des pays du tiers monde sous la forme «d'assistance économique».

A l'heure actuelle, le capital américain contrôle 80 % de la production d'ordinateurs de l'Europe de l'Ouest, 90 % de la production des circuits intégrés et 40 % de la production automobile.

En retour les pays impérialistes moins puissants ont accru également leurs exportations de capitaux, y compris en URSS et aux USA, mais comme on le verra ultérieurement, dans ce cas, cela a pour conséquence d'accroître dans une certaine mesure la dépendance des «exportateurs» envers les supergrands. Ajoutons à cela que les pays impé-

mondiale, c'est le second monde composé actuellement des pays ouest-européens, du Canada, du Japon, de l'Australie et de certains pays est-européens, comme la Tchécoslovaquie ou la RDA occupées par le social-impérialisme.

DEJA STALINE

Cette distinction opérée entre les différentes puissances impérialistes n'est pas une hypothèse d'école, ni un engouement pour des «théories nouvelles».

Quand le camarade Mao Tsé-toung l'a formulée le premier, il n'a fait qu'appliquer de manière créatrice, les enseignements de Lénine et de Staline à la période actuelle. Dans son ouvrage, «A propos du mot d'ordre des États-Unis d'Europe» (Tome 21-Éditions de Moscou, p.354) Lénine indiquait «l'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme». Malgré cela et la période qui suivit la première guerre mondiale, où l'Allemagne impérialiste vaincue s'est relevée et s'est lancée dans une guerre d'agression pour un repartage du monde, à la fin de la 2e guerre mondiale, il s'est encore trouvé des gens pour nier cette loi fondamentale, indépendante de la volonté humaine. C'est pour combattre ces gens qui proclamaient révolue l'époque des guerres impérialistes que Staline écrivait en 1952 :

«En apparence, la sérénité règne partout : les États-Unis d'Amérique ont réduit à la portion congrue l'Europe occidentale, le Japon et autres pays capitalistes ; l'Allemagne (de l'Ouest), la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, le Japon tombés dans les griffes des États-Unis, exécutent docilement leurs injonctions. Mais on aurait tort de croire que cette «sérénité» puisse se maintenir

diront certains, mais cela prouve justement que les pays du second monde sont à mettre sur un pied d'égalité avec les superpuissances. Rien n'est plus faux car c'est oublier :

1) le rapport de force actuel dont nous avons parlé plus haut.

2) la transformation de l'URSS en superpuissance impérialiste depuis les années 60.

3) l'écroulement des pays du second monde en tant que puissances coloniales et leur déclin constant en tant que puissances néo-coloniales lié d'une part aux interventions des supergrands dans les pays qu'ils dominent et d'autre part à l'essor impétueux de la lutte du tiers monde contre le pillage et l'oppression impérialistes. Il y a vingt ans la France et la Grande-Bretagne étaient encore les principales puissances impérialistes en Afrique («Des Flandres au Congo, il n'y a qu'un seul pays, la France», disait Mitterrand à l'époque), leurs empires ont fondu comme neige au soleil depuis.

ENTRE LE MARTEAU ET L'ENCLUME

C'est cette situation particulière des capitalistes monopoleurs du second monde qui fait que non seulement ils ne sont pas en mesure de rivaliser pour l'hégémonie mondiale mais que de plus ils sont un enjeu primordial de la rivalité entre les USA et l'URSS.

C'est pour cela que dans leurs rapports avec le tiers monde, sans avoir changé de nature, les États du second monde sont amenés le plus souvent contre leur gré à faire des concessions aux légitimes exigences des pays du tiers monde producteurs de matières premières (droit de la mer, prix du pétrole, etc.) pour échapper eux-mêmes aux menaces et tentatives de contrôle.

Cela ne peut qu'être favorable au prolétariat et aux peuples révolutionnaires du monde en exacerbant les rivalités et les divisions chez les impérialistes, en permettant aux pays en voie de développement de mettre à profit ces divisions pour renforcer leur propre unité et desserrer l'étau du contrôle ou de la domination d'une ou de l'autre superpuissance.

Contre leur gré, les bourgeoisies du second monde sont amenées à contribuer à la lutte pour isoler et combattre les deux superpuissances, principaux piliers du système impérialiste, et par là-même contribuent à leur propre défaite ultérieure par la révolution prolétarienne.

	1960	1970	Augment. moyenne	
			1950-1970	1966-1970 ¹
monde capitaliste	169	294	5,5	
U.S.A.	145	224	4,1	3,5
Angleterre	135	179	3	2,2
R.F.A.	242	425	7,5	6,1
France	180	313	5,9	6,9
Italie	235	462	8	7,2
Japon	434	1 607	14,1	16,5

Augmentation de la production industrielle des principaux pays capitalistes (1950 = 100)

UN RAPPORT DE FORCE ELOQUENT

Nous ne reviendrons pas ici sur la formidable disproportion qui existe entre les moyens militaires, atomiques ou conventionnels, des deux superpuissances et ceux des autres pays impérialistes de l'Europe de l'Ouest ou du Japon ; rappelons simplement que le budget de défense des USA fixé par Carter pour 1977 s'élève à 112 milliards de dollars soit plus d'une fois et demi le budget total de la France, et que le potentiel militaire de l'URSS est encore supérieur à celui des USA !

Quoi de plus concret pour mesurer un rapport de force que la mesure des arsenaux respectifs qui sont, en dernière analyse, les moyens destinés à assurer ou étendre l'hégémonie d'une puissance impérialiste sur d'autres pays.

Outre cette supériorité militaire considérable, sur le plan économique, notamment l'exportation de capitaux pour la recherche du profit maximum et la production industrielle on constate le même phénomène. En 1970, l'exportation des capitaux des USA occupait à peu près 50 % du montant global dans le monde. A la même époque, l'Angleterre en occupait environ 16 % et la France 7 % seulement.

Toujours à la fin des années 60, la valeur totale de la production annuelle des entreprises américaines à l'étranger atteignait déjà 200 milliards de dollars et dépassait la valeur totale de la production nationale de l'Allemagne de l'Ouest et du Japon ! Seule, la production industrielle aux USA même et en URSS dépassait ce chiffre. L'URSS, en retard dans

rialistes de l'Europe de l'Ouest, du Japon sont très pauvres, voire démunis de matières premières (minerais, pétrole, etc.), à la différence des deux supergrands qui détiennent là un moyen supplémentaire

année	export. dans le monde capitaliste (millions de dollars)	proportion des pays					
		U.S.A.	Angleterre	R.F.A.	France	Italie	Japon
1937	23 255 ¹	14,2	11,3	10,3 ²	4,1	2,4	5,2
1947	46 727	32,5	9,8	0,5	4	1,4	0,4
1960	113 400	18,2	9,4	10,1	6,1	3,2	3,6
1970	279 100	15,5	6,9	12,2	6,4	4,7	6,9

Proportion des principaux pays capitalistes pour les exportations dans le monde capitaliste

de pression et de chantage sur les premiers.

CEUX QUI PEUVENT ET CEUX QUI NE PEUVENT PAS

Tous ces faits démontrent que l'enseignement de Lénine suivant lequel «l'impérialisme se caractérise justement par une tendance à annexer, non seulement les régions agraires, mais même les régions les plus industrielles» (1) est toujours valable et vérifié par 60 ans d'histoire mondiale. Tous ces faits démontrent que les pays impérialistes se répartissent en deux catégories : ceux qui occupent une position dominante et sont en mesure de rivaliser pour l'hégémonie mondiale, c'est le premier monde, et ceux qui sont dominés, totalement ou partiellement, contrôlés ou soumis aux tentatives de contrôle et qui ne sont pas en mesure de rivaliser pour l'hégémonie

pour «l'éternité» ; que ces pays supporteront sans fin la domination et le joug des États-Unis ; qu'ils n'essaieront pas de s'arracher de la captivité américaine pour s'engager sur le chemin de l'indépendance... Pensez que ces pays n'essaient pas de se relever, de briser le régime des États-Unis et de s'engager sur le chemin de l'indépendance, c'est croire au prodige. («Les problèmes économiques du socialisme en URSS», Éditions de Pékin p.33-34). Ces prévisions ont été depuis entièrement confirmées comme en attestent ces quelques chiffres :

— la production américaine de l'acier par rapport à celle du monde capitaliste, non compris l'URSS, est passée de 61,4 % en 1948 à 32,3 % en 1968 ; celle de l'automobile de 81,6 % à 40 %, pour les réserves d'or les USA détenaient 73,4 % des réserves mondiales en 1949 et seulement 28 % en 1968 (Pékin-information No 7 de 1970 page 25) — voir tableau. Bien sûr,